



Déclaration de la Commission exécutive de l'Union Départementale FO du Bas-Rhin du 19 septembre 2024

Préparons-nous au combat pour satisfaire nos revendications !

La Commission exécutive de l'UD FO 67 s'est réunie jeudi 19 septembre 2024, a discuté de la situation dans notre pays et du prochain CCN de la Confédération des 24 et 25 septembre après 2 mois de tergiversation politique suite à la nomination d'un premier ministre qui prépare d'ores et déjà le terrain à un nouveau programme d'austérité.

Elle approuve l'orientation suivie par la confédération ces derniers mois qui a préservé l'indépendance de FO, un syndicat, pas un parti, en refusant notamment de donner la moindre consigne de vote lors des élections européennes et législatives malgré les diverses pressions exercées.

A juste titre, notre Confédération est restée sur le terrain syndical en refusant d'appeler à participer à des manifestations politiques.

La CE de l'UD FO 67 constate que le premier Ministre Barnier, imposé dans des conditions fort éloignées de la démocratie, a une feuille de route d'une brutalité inouïe.

La CE de l'UD FO 67 approuve la déclaration de la CE confédérale du 5 septembre qui, pour être mise en œuvre, nécessite que notre confédération :

- refuse de participer à toutes les tentatives de co-construction visant à impliquer les organisations syndicales dans la mise en œuvre des contre-réformes,
- continue de préserver son indépendance vis à vis des partis et coalitions politiques en restant exclusivement sur le terrain syndical, celui des revendications,
- invite toutes ses structures à réunir ses adhérents et l'ensemble des salariés pour établir les cahiers de revendications précises et décider sans attendre des moyens pour les faire aboutir.

La CE de l'UD FO 67 considère que, face à un gouvernement qui menace toutes les conquêtes sociales, l'heure est à l'action commune pour le faire reculer et gagner nos revendications.

A l'occasion du prochain CCN, la CE de l'UD FO 67 invite la Confédération à engager des discussions dès maintenant pour aboutir à un rapport de force national et interprofessionnel permettant de construire l'action commune.

Elle s'interroge une nouvelle fois sur la pertinence des journées saute-mouton, et considère qu'il est urgent de construire rapidement l'action commune interprofessionnelle notamment pour la défense et le renforcement des services publics partout sur le territoire, l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de la sécurité sociale et du droit à la santé, l'abandon définitif du projet de réforme de l'assurance chômage et l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et minima sociaux, action commune d'ores et déjà engagée dans plusieurs secteurs de notre département.

Elle mandate le représentant de l'UD FO 67 à porter cette position lors du prochain CCN de **Force Ouvrière** et appelle tous ses syndicats à préparer le rapport de force !

Adoptée à l'unanimité,
Strasbourg, le 19 septembre 2024